

Présidentielle de 2027 : les impasses du paysage politique français

Description

Le dernier sondage publié ce lundi 8 novembre confirme une tendance persistante. Marine Le Pen consolide sa première place avec 34 à 36 % des intentions de vote au premier tour, tandis que Jean-Luc Mélenchon recueillerait entre 18 et 19 %. Ils seraient donc les mieux placés pour accéder au second tour, creusant l'écart avec leurs concurrents.

Ces projections ne prennent pas en compte une éventuelle candidature de Christine Lagarde, centriste, européiste et mondialiste, proche des macronistes.

À droite, Édouard Philippe, Lisnard et Retailleau se disputent un espace électoral dont la proximité avec le macronisme semble limiter les perspectives. Les candidats de droite extérieurs aux partis traditionnels, comme Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou Laurent Wauquiez, peinent également à s'imposer. Xavier Bertrand, pourtant président de région, ne recueillerait que 1 % des intentions de vote.

À gauche, Glucksmann comme Attal semblent eux aussi incapables de rivaliser avec les deux candidats actuellement en tête.

Au-delà des sondages, une question revient. Comment gouverner le pays avec des programmes qui promettent à la fois le maintien du pouvoir d'achat, des services publics de qualité, une protection sociale généreuse et la réindustrialisation, sans traiter sérieusement la question de la dette et des déficits ?

Ces engagements se heurtent surtout au cadre institutionnel européen dans lequel la France a accepté de s'inscrire, au prix d'un abandon progressif de ses prérogatives économiques, financières et sociales.

L'exemple de l'électricité nucléaire est révélateur. La France ne parvient pas à faire bénéficier pleinement ses consommateurs de l'avantage compétitif de sa production, tandis que l'Espagne a obtenu de déroger aux règles européennes sur le prix de l'électricité. Malgré cela, Paris continue de défendre le cadre existant et envisage même d'accroître sa contribution au budget européen.

Les programmes présidentiels ne peuvent donc être cohérents sans remettre en question la redéfinition des règles européennes, le contrôle des capitaux, le réexamen des accords de Schengen et la récupération de marges de souveraineté économique et politique.

La logique macroniste a au moins le mérite de la cohérence, même si elle est contestable dans ses conséquences, elle assume le cadre européen, la mondialisation, la concurrence par les coûts et l'alignement sur les orientations de Bruxelles et les desiderata des États-Unis. Cette orientation peut appauvrir les Français et affaiblir les intérêts nationaux, mais elle correspond bien au modèle défendu.

Derrière le discours de la modernité se dessine une transformation plus profonde du peuple, de la culture et du rapport à l'histoire nationale.

Les propositions de Mélenchon s'inscrivent dans une rupture avec le capitalisme et les mécanismes du marché mondial. Elles évoquent, par leur ambition collectiviste, certaines expériences révolutionnaires, des bolcheviks de 1917 à la Terreur de la Révolution française.

Celles du Rassemblement national supposent, de leur côté, une remise en cause profonde de l'intégration européenne et de l'euro, avec les incertitudes économiques et sociales que cela implique.

Au fond, le problème de 2027 n'est pas seulement de savoir qui accédera au second tour, mais de déterminer quel modèle de société et quelle conception de la souveraineté les Français souhaitent réellement défendre.

Jean-Paul Probst

Categorie

1. Politique

date créée
11 novembre 2026